Génuflexions françaises pour un génocide oublié?

Cette falsification de l'histoire tragique des peuples congolais qui est en train de s'écrire devant nos yeux, mérite quelques précisions. Il faut relever les incongruités contenues dans les propos de Monsieur Jean-Paul Pigasse, dans son numéro 30 du lundi 30 octobre 2017, p. 16, du journal intitulé « les Dépêches de Brazzaville ».

Le premier gros mensonge à relever, est le suivant : « ... le Congo en a apporté lui-même la preuve, il y a vingt ans, lorsqu'il a mis fin aux guerres civiles qui le dévastaient... » Il y a effectivement vingt ans que le Congo ploie sous un régime d'exception imposé par votre président Jacques Chirac et l'armée angolaise. C'est une vérité historique affirmée par Jacques Chirac luimême. Contrairement aux autres pays de la sous-région que vous indexez, au Congo, c'est le putschiste Sassou qui de son propre chef extermine les populations civiles depuis 20 ans. Sassou n'est pas un enfant de cœur. Il revient au pouvoir de 1997 à 2002 avec une guerre qui a décimé près de 400000 Congolais. Mais comme vous faites partie du dispositif, vous ne pouvez qu'escamoter cette vérité. Avez-vous oublié les disparus du beach? Lequel est situé juste derrière l'immeuble de l'ATC que vous squattez à Mpila?

Le second mensonge à relever c'est cette affaire de la Centrafrique à travers laquelle Sassou-Nguesso n'est rien d'autre que le pompier pyromane. Quelle solution a-t-il apporté à ce pays sauf l'enfoncer dans le trafic des mercenaires, après y avoir recruté Myskine avec un contingent de près de 1000 hommes qui sont actuellement utilisés dans la salle besogne du Pool. Avez-vous oublié l'humiliation subie par l'armée de Sassou au Centrafrique ? Avec un contingent de près de 800 soldats et officiers chassés par l'ONU car ils n'ont comme formation militaire que le pillage, le vol et le viol des enfants, comme ils le font dans le département du Pool. Prenez votre voiture. De votre forteresse de Mpila, vous n'en aurez que pour 15 minutes. Dans le prolongement du marché ouénzé, vous trouverez un nouveau marché dans lequel se vendent tous les biens pillés dans le département du Pool. Félicitations Monsieur Pigasse, vous faites un excellent job au Congo.

Troisième mensonge. C'est très bien de rappeler les propos du président Nicolas Sarkozy. Il ne fait que répéter l'histoire que votre pays enseigne aux jeunes français à travers le ministère de l'éducation nationale. Elle est truffée d'omissions. Savez-vous que plusieurs professeurs d'histoire géographie dans l'enseignement secondaire français pensent que c'est Alger qui fut la capitale de la France Libre en 1940 ? Nous aurions souhaité que vous fassiez allusion au président François Hollande qui

a prolongé le régime qui vous sert de paravent au Congo. N'est-ce pas lui qui a donné son blanc-seing à la modification de la constitution et prolonger le mandat de l'autocrate que vous servez pour continuer d'exterminer les Congolais? Pour ne pas polémiquer, vous êtes allés au Congo pour faire des génuflexions afin de gagner des sacs de pétro CFA. Contentez-vous de votre butin et taisezvous s'il vous plaît. Depuis le 04 avril 2016, le département du Pool, un territoire plus grand que le Rwanda est vidé de ses populations par les milices de l'oyocratie, et vous osez collaborer avec un génocidaire?

Finalement à vous entendre, vous ne critiquez pas Sarkozy, mais vous faites effectivement partie de ces Français qui pensent que les Africains ne peuvent pas se gouverner eux-mêmes. Ils ne peuvent pas tenir un journal eux-mêmes et c'est à vous que revient la tâche de falsification de leur histoire. Si non vous ne serez pas là. Savez-vous combien de jeunes Congolais sortent chaque année avec des diplômes en sciences de la communication à Brazzaville? Ne seraient-ils pas mieux placés que vous pour décrire objectivement leur société que de nous relater quotidiennement des inepties dans vos colonnes?

> Moleki Nzela Mail : m.nzela@gmail.com Ouénzé, Rond-Point la Tsiémé Le 7 novembre 2017

RÉFLEXION

La guerre oubliée?

ien, finalement, ne rend mieux compte du décalage existant entre l'image que projettent de l'Afrique, les grands médias occidentaux et les réalités vécues par les peuples sur ce continent que la façon dont les premiers rendent compte des grands évènements qui affectent la vie des seconds. Nous en avons eu la preuve accablante la semaine dernière lorsque le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, est venu à Bangui afin de mesurer sur le terrain le risque de génocide qui plane sur la Centrafrique.

Les observateurs des pays riches de l'hémisphère nord, qui parlaient jusqu'alors de « guerre oubliée », de « conflit de basse intensité », de « violences larvées » ont, semble-t-il, découvert que ce qui se joue dans cette partie du continent n'est pas autre chose que la réédition du drame vécu par les Rwandais il y a un peu plus de vingt ans. Ceci alors même que s'ils consultaient chaque jour les jour-

naux comme le nôtre, dans leur version imprimée ou dans leur version électronique, ils prendraient la juste mesure des crimes contre l'humanité qui sont commis depuis des années dans différentes parties du Bassin du Congo et du risque de conflagration générale qui en résulte.

La vérité, dramatique il faut le dire, est que vue depuis Paris, Bruxelles, Londres, New-York, Washington, Tokyo, cette partie de l'hémisphère sud n'existe pas. Ou, plus exactement, ne mérite pas d'être regardée avec attention puisqu'elle « n'est pas encore entrée dans l'Histoire » comme l'avait déclaré de façon incompréhensible Nicolas Sarkozy alors qu'il occupait temporairement le Palais de l'Elysée. Un jugement à l'emporte-pièce d'autant plus irréaliste qu'à échéance de cinquante ans, plus du quart de l'humanité vivra en Afrique.

Depuis des années, les dirigeants du Bassin du Congo, Denis Sassou N'Guesso en tête, tirent la sonnette d'alarme au sein des plus hautes instances de la gouvernance mondiale. Ils l'ont fait hier pour le Rwanda, pour les deux Kivu, pour le Kasaï tout comme ils le font aujourd'hui pour la Centrafrique, pour le Burundi et l'Ouganda que menacent les milices venues de la Corne de l'Afrique. Mais, hélasl, ils ne sont entendus ni par les dirigeants des pays riches qui auraient pourtant les moyens de les aider, ni par les grands médias qui ne s'intéressent au continent noir que lorsque la violence ethnique ou religieuse s'y déchaîne.

Le fait que le numéro un de l'Organisation des Nations unies soit venu à Bangui pendant quelques heures, afin de mesurer l'ampleur d'une crise qui pourrait faire à brève échéance des millions de victimes, apporte indiscutablement la preuve que les yeux s'ouvrent enfin dans la « Maison de verre » sur la réalité d'une guerre que l'Occident s'emploie depuis des mois, des années, des décennies à sous-estimer, voire même à ignorer.

Les Dépêches de Brazzaville, numéro 3056 du lundi 30 octobre 2017, p. 16. www.adiac-congo.com

Mais, elle ne résoudra rien si, au sommet de la gouvernance mondiale, les bonnes décisions ne sont pas prises pour stopper la marche vers l'abîme. En commençant par le commencement qui est d'apporter aux pays de la sous-région en mesure d'intervenir efficacement sur le terrain, l'aide multiforme qu'ils réclament en vain depuis des années.

Nous l'avons écrit ici même à maintes reprises : ce sont les Africains euxmêmes et eux seuls qui sont capables de gérer et de prévenir les crises menaçant l'existence de leurs peuples ; le Congo en a apporté luimême la preuve, il y a vingt ans, lorsqu'il a mis fin aux guerres civiles qui le dévastaient. Mieux vaudrait, dans le moment présent, tirer les leçons d'un processus qui a permis au pays de se reconstruire que de rééditer les erreurs commises, notamment en République Démocratique du Congo avec les conséquences désastreuses que l'on connaît.

Jean-Paul Pigasse